

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 avril 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 12 avril 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à notre lettre du 5 avril 2021 ([A/75/844-S/2021/330](#)), relative aux menaces que la recrudescence de la guerre en République de Colombie fait peser sur la paix, la sécurité et la stabilité en République bolivarienne du Venezuela et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes dans son ensemble.

Comme il y est indiqué, l'anéantissement de l'accord de paix final conclu entre le Gouvernement national colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) pour mettre fin au conflit et instaurer une paix stable et durable a eu et continue d'avoir des incidences néfastes sur tous les pays voisins de la République de Colombie, y compris le Venezuela, lesquels souffrent, pour la plupart, des débordements d'une guerre civile qui dure depuis 70 ans.

Ainsi, dans les 10 jours qui ont suivi notre dernière intervention sur cette question cruciale au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au moins un épisode digne de mention a été signalé, à proximité des frontières séparant la République de Colombie et la République de l'Équateur, en lien, précisément, avec la résurgence de la guerre dans ce pays frère autant qu'avec la lutte persistante de groupes armés colombiens qui cherchent à protéger et contrôler leurs bases territoriales aux fins de la production de cocaïne et du trafic de drogue.

Le 7 avril 2021, le Bureau du médiateur de la République de Colombie a informé d'une nouvelle flambée de violence ayant éclaté dans la région de Sanquianga, dans le département de Nariño, voisin de la République de l'Équateur, comme conséquence de l'escalade des affrontements opposant entre eux des groupes armés colombiens présents dans cette région, et qui a contraint plus de 2 000 personnes à quitter leurs foyers¹, tandis que les forces militaires colombiennes ont indiqué avoir mis au jour au moins quatre sépultures dans la zone². À cet égard, il convient de noter que, selon l'Institut colombien d'études pour le développement et la paix (INDEPAZ), on comptait, rien qu'au premier trimestre de 2021, 15 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, chiffre qui représente une aggravation de ce phénomène

¹ <https://www.defensoria.gov.co/es/nube/comunicados/10002/Defensor%C3%ADa-realiza-seguimiento-a-la-atención-humanitaria-para-desplazados-y-confinados-en-la-costa-pac%C3%ADfica-nariñense-Defensor%C3%ADa-Tumaco.htm>.

² <https://cgfm.mil.co/es/blog/comunicado-de-prensa-88>.



préoccupant³, le nombre total de personnes déplacées depuis la signature de l'accord de paix en 2016 s'élevant à près de 500 000, selon le Comité consultatif colombien pour les droits de l'homme et les déplacements (CODHES)⁴.

Les situations évoquées ci-dessus ne sont que le résultat, comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport, de la prolifération de groupes armés qui luttent pour prendre le contrôle d'économies illicites dans le pays, conséquence de la reprise des hostilités dans ce pays frère⁵.

Qui plus est, l'épisode susmentionné est non seulement la preuve concrète qu'une guerre déclarée fait actuellement rage en Colombie, il met également en lumière le danger manifeste, de tous les instants, qu'une telle guerre représente pour toute la région, en particulier pour les pays voisins, dont le Venezuela. L'effet de propagation du conflit armé qui frappe depuis longtemps la Colombie, caractérisé par des massacres incessants, par des affrontements entre groupes armés, par les agissements de paramilitaires, par la mise au jour de fosses communes et par l'assassinat de figures de la société civile et de défenseurs et défenseuses des droits humains – y compris de signataires de l'accord de paix de 2016, soit 58 à ce jour selon l'INDEPAZ –, s'observe désormais non seulement à la frontière avec le Venezuela, mais aussi près de la frontière avec l'Équateur⁶.

Force est donc de conclure que cette situation, généralisée à l'ensemble du territoire national colombien – à en juger par ses répliques qui frappent diverses régions de ce pays frère – est le résultat direct de la politique systématique de l'actuel Gouvernement colombien, à laquelle le Venezuela est totalement étranger, qui se fonde sur le concept de la guerre comme moyen essentiel de faire face aux grands défis nationaux et dont il peut tirer profit tant sur le plan économique que politique, aux niveaux national et international, et qui passe, entre autres, par le non-respect et l'anéantissement de l'accord de paix de 2016.

Par conséquent, nous saisissons cette occasion pour redire que nous rejetons catégoriquement toute tentative visant à impliquer notre pays dans la guerre qui fait rage depuis longtemps en Colombie, tout en renouvelant notre appel en faveur d'une plus grande coordination bilatérale et d'une politique de coopération efficace, qui s'appuient sur l'instauration d'urgence d'une communication directe et permanente entre les autorités de nos nations respectives, afin de permettre à nos pays – comme le préconise la Charte des Nations Unies – de « vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage ».

Au vu de ce qui précède, nous demandons respectueusement, une fois de plus, que le Conseil de sécurité, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés au titre de l'Article 34 de la Charte, et dans le cadre de sa prochaine réunion trimestrielle sur la Colombie, prévue pour le 21 avril 2021, décide d'enquêter une fois pour toutes sur les dommages que l'escalade de la guerre intestine en Colombie provoque au Venezuela et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui a été déclarée zone de paix et qui doit le rester.

³ <https://www.wradio.com.co/noticias/actualidad/indepaz-senala-de-desastre-aumento-de-desplazamientos-masivos-en-lo-que-va-del-202/20210405/nota/4123026.aspx>.

⁴ <https://www.elnuevosiglo.com.co/articulos/03-31-2021-casi-medio-millon-de-desplazados-desde-firma-de-acuerdo-de-paz>.

⁵ <https://colombia.unmissions.org/nota-de-prensa-del-informe-trimestral-del-secretario-general-de-naciones-unidas-ante-el-consejo-de-l>.

⁶ <http://www.indepaz.org.co/lideres-sociales-y-defensores-de-derechos-humanos-asesinados-en-2021/>.

Enfin, je sollicite respectueusement vos bons offices pour faire porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité et le faire distribuer comme document de cet organe.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Samuel **Moncada**
